Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 18 (1992)

Heft: 1

Artikel: Horizons bornés et évasion : de la production sociologique récente en Suisse alémanique

Autor: Gross, Peter

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-814505

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

HORIZONS BORNÉS ET ÉVASION

De la production sociologique récente en Suisse alémanique[1]

Peter Gross
Soziologisches Seminar, Hochschule St. Gallen

1. Pour paraphraser Levy, Hutmacher et Weber (1988, 9), on pourrait dire que si la sociologie se trouve dans une position bien délicate en Suisse, c'est parce qu'elle n'est pas suisse. En tout cas, elle n'est pas un produit purement suisse. Introduite par des étrangers, cultivée par des étrangers, elle reste aujourd'hui, en Suisse alémanique tout au moins, animée pour l'essentiel par des étrangers. Eleftheropoulos aura sans aucun doute été le premier professeur de sociologie dans une Université suisse. Il enseigna en effet à partir de 1886 à l'Université de Zurich, et il y occupa la chaire de sociologie. N'affirmait-il pas, non sans fierté, dans son introduction à la sociologie parue en 1908 : «Voilà désormais la sociologie devenue aussi une discipline académique dans une Université allemande (!)» (IV). Aujourd'hui, à notre époque d'intégration européenne, de monnaie européenne, de normes européennes au sein d'un marché européen, alors que le miracle de l'unité allemande domine l'Europe, une telle phrase susciterait sans nul doute l'irritation, même si les jalons d'un rapprochement ultérieur sont posés. Car en Suisse comme à l'étranger, mais surtout à l'étranger, on cite volontiers en exemple le particularisme de la Suisse. N'y aurait-t-il donc pas aussi, logiquement, une sociologie suisse ? Des thèmes, des théories, un ton typiquement suisses ? Tout comme il y a une littérature suisse aux traits bien particuliers, ou un cinéma spécifiquement suisse ? Mais cette sociologie, indépendamment des individus, serait-elle quelque chose de spécial, un cas particulier, un cas à part au sein du cas à part suisse – un *Sonderfall* dans le *Sonderfall* – au point d'avoir été essentiellement animée par des étrangers, tout au moins jusqu'à présent et en Suisse alémanique ?

2. Dans son analyse si pertinente et fréquemment citée de la situation de l'art suisse, Paul Nizon écrit : «C'est la fuite devant l'étroitesse qui déclenche le phénomène typiquement suisse du 'circuit artistique'; l'exode national, le déploiement vers les fronts extérieurs, sont bel et bien des efforts consentis pour rompre l'enfermement et parvenir dans 'le monde'...» (1970, 845).

---

1 Traduction d'un article paru dans *Soziologische Revue*, Munich, Vol. 14, 1991, pages 33–47, sous le titre *Länderbericht. Enge und Flucht. Soziologische Literatur aus der Schweiz.*

Un premier tour d'horizon d'une douzaine de parutions sociologiques récentes de Suisse alémanique confirme certes cette double constatation, mais il met surtout en évidence la volonté de franchir les frontières. Le prototype en est offert par les travaux sur le développement et les mutations de la société mondiale, effectués par le groupe de recherche sur l'analyse du système mondial et des mutations sociales de l'Institut de sociologie de l'Université de Zurich. Dans son étude *Westliche Gesellschaft im Wandel* (1988), Volker Bornschier accentue cette perspective de façon décisive. Il écrit en effet dans son avant-propos : «Les modèles de sociétés s'élaborent à l'issue de crises longues et profondes. Ils s'imposent, entraînent un accroissement des tensions au cours de leur développement, puis se décomposent pour faire place à la recherche d'un nouveau modèle... Le cadre social déterminant de ces processus est le système mondial et non pas la 'société nationale' prise isolément» (1988, 9). S'inscrivant dans le droit fil de cette conclusion, l'ouvrage présente une argumentation fortement agrégée. Certes, la société mondiale se subdivise (encore) en quatre types de sociétés : les sociétés de la périphérie, les sociétés partiellement modernisées de la semi-périphérie, les sociétés à capitalisme d'Etat de ce qui fut l'anti-centre et les sociétés occidentales du centre. Mais c'est ici la «configuration partielle du centre» qui fait l'objet d'une analyse plus précise. Le thème récurrent est une mutation qui ne s'effectue pas de façon continue, mais sous forme de poussées, jusqu'à l'apparition des sociétés actuelles, caractérisées par l'efficacité économique, la capacité d'intégration et le pouvoir contrôlé (1988, 18). Ce sont ces sociétés que nous qualifions de «pays industrialisés occidentaux».

Dans une succession de modèles de sociétés qualifiés de «quanta», dont les principes constitutifs structurels se modifient en ondes longues, les modèles évoluent et convergent vers les sociétés occidentales du centre. Ce modèle de contrats sociaux renouvelés se reflète, avec des retards et des variations, dans le développement de la société mondiale. L'ouvrage de Bornschier cerne cette thématique en quatre sections et quinze chapitres. Dans une impressionnante compilation d'analyses théoriques, économiques, sociologiques et socio-structurelles ainsi que de statistiques économiques et sociales, on y présente l'approche généralisante d'une convergence mondiale qui l'emporte sur toutes les discontinuités de développement. Dans la postface (420 ss.), l'auteur laisse apparaître quelques doutes quant à la poursuite de ces tendances générales. C'est le cas pour ce qui est du potentiel des nouveaux mouvements sociaux, par exemple. Aujourd'hui, ces mouvements sont largement assimilés à la vie politique et normalisés dans la pratique quotidienne; ils sont eux-mêmes entrés dans le champ des alternances. Dans la mesure où ces mouvements sociaux se réduisent à une option

politique parmi les autres, ils ne se prêtent guère à un travail de sape des sociétés du centre, quand bien même ils présentent une touche fondamentaliste. Mais voilà bien ce qui n'apparaît pas suffisamment dans l'ouvrage : le rapport systématique entre l'accroissement des options et la destruction des traditions. L'auteur ne s'attache pas à l'ébranlement du lien social et des traditions (421). Dans la sémantique des Lumières, la disparition des liens si souvent déplorée revêt une autre signification. Elle se conçoit comme la libération du poids des traditions. C'est cette interprétation qu'adopte l'auteur et c'est dans cette voie qu'il s'engage. Le modèle de société visé et considéré comme réalisable est une société mondiale dont les sociétés occidentales du centre sont l'élément moteur; ceci se retrouve d'ailleurs dans la classification des sociétés proposée. Cette société se fonde sur un double programme d'accroissement du champ des possibles et d'universalisation de la participation à ces possibilités. Les problèmes et ébauches de solutions que l'auteur énumère en postface (426–429) annoncent des étapes vers un système mondial.

Où reste la Suisse dans cette évolution ? Quel stade a-t-elle atteint ? Constitue-t-elle un cas d'espèce ? Vue d'un satellite, cette question peut sembler ne présenter aucun intérêt. Mais elle se pose également pour un autre pays. «Le Japon est-il un cas d'espèce ?» se demande Bornschier dans une étude de cas sur le Japon (348–367). Bien que la réponse soit finalement négative, la question aura quand même été posée. On aurait aussi pu la poser pour la Suisse. L'auteur suisse, en revanche – et c'est dommage – n'y recourt qu'en passant, à titre d'exemple de l'évolution historique mondiale. «Cette énorme différenciation entre les entreprises économiques», nous dit-il, «peut s'illustrer par l'exemple de la Suisse en 1980» (204).

3. On se tourne alors avec curiosité vers un recueil plus récent, publié sous la direction de Bornschier et al., *Diskontinuität des sozialen Wandels* (1990). Cet ouvrage comporte cinq chapitres se situant de près ou de loin dans la tradition des analyses de Zurich sur les mutations du système mondial. Celles-ci restent inspirées par Peter Heintz, professeur de sociologie à l'Université de Zurich, décédé en 1982. Les articles réunis dans cet ouvrage sont eux aussi axés sur un développement discontinu, mais conduisant à une société de type occidental fortement légitimée. Ils constituent les actes d'une session organisée à Zurich, du 4 au 7 octobre 1988, dans le cadre du congrès commun des sociétés de sociologie d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse.

De fait, on n'y trouve qu'un seul essai se rapportant à la Suisse. C'est celui de Manuel Eisner, intitulé : *Stabilität und Wandel von politischer Sprache in der Schweiz 1840 bis 1986* (165–197). Ce projet est ambitieux

mais il suscite deux interrogations. Du point de vue de la méthode tout d'abord, l'auteur ne précise pas suffisamment s'il entend par «langue» la langue parlée ou la langue écrite. La Suisse alémanique connaît un net clivage entre le dialecte parlé et la langue écrite, comparable à une situation de bilinguisme. Il arrive même que des Suisses aient du mal à se reconnaître comme compatriotes. En Suisse romande, des Suisses alémaniques arborant des calicots portant des inscriptions en dialecte ont récemment été confondus avec des manifestants étrangers, en l'occurrence des «manifestants turcs», et ont été appréhendés. D'autres accumulations de vocabulaire seraient-elles concevables en dialecte ? Sur un plan théorique, l'auteur néglige la question de savoir si d'autres indicateurs permettent de prouver l'existence de la crise dont on parle si souvent. Cette question s'applique d'ailleurs également à un sondage représentatif publié récemment, selon lequel près de la moitié des 940 Suisses interrogés étaient d'avis que la Suisse traverse une crise en tant qu'Etat et qu'elle s'est transformée en pseudo-démocratie !

Dans son ensemble, ce volume est cependant un bon exemple d'un *Reader* qui ne mélange pas les torchons et les serviettes sous la rubrique «serviettes», mais qui aborde les thèmes les plus divers dans une optique commune. L'ouvrage comporte une introduction détaillée, et les articles font l'objet de commentaires comparatifs dans un chapitre final (287–325). Soulignons notamment le texte de Kurt Imhof, traitant des fondements du processus compétitif et contingent qui suscite des images du monde culturellement significatives. De façon extrêmement stimulante, il établit le lien entre des réflexions de Weber et de Durkheim, qu'il enrichit, entre autres, d'interprétations de Godelier. Avec beaucoup de finesse, il met en évidence l'idée d'affranchissement et de libération de la pensée hypothétique depuis le début des temps modernes, conduisant à l'instabilité des interprétations modernes du monde. On y trouve des allusions à la thèse de Lyotard sur la disparition des grands récits à l'époque moderne. Les questions que soulève cette thèse sont du même type. N'y a-t-il pas pour les modernes, et surtout maintenant, un projet d'ensemble, forcément fragmenté mais doué d'une dynamique dominatrice, poussant à l'élargissement des options dans tous les domaines de la vie et à tous les niveaux de l'être (cadre dans lequel une narration d'ensemble, porteuse d'un sens global, n'a plus de place) ? Cela ne vaut-il pas aussi pour le programme de démocratisation de la participation aux options disponibles, que personne ne remet d'ailleurs plus en question ? Les visions du monde sécularisées et privées de tout ancrage transcendental sont des produits dépossédés de leur magie et interprétés de façon constructiviste, tout au moins dans la théorie sociologique. Mais le sont-elles aussi dans l'esprit des gens ? Ou bien n'y a-t-il pas de nombreux indices permettant de penser que ces images du monde échappent

à la discussion, ce qui, ipso facto, les re-transcende ? En résulte-t-il que les sociétés post-traditionnelles sont réellement plus fragiles que les sociétés traditionnelles ?

Dans sa contribution critique (307–319), Hans-Jörg Siegenthaler ne voit aucune raison d'envisager l'apparition d'agrégats englobants de vie et de sens allant au-delà du projet de la modernité. Il constate que l'économie se développe à un rythme d'une constance tout à fait surprenante et que ce rythme de croissance qui s'amorce au XIXème siècle, selon toutes les prévisions, va peut-être encore s'accélérer au-delà de l'an 2000. «Quant à la science économique, elle est et reste attachée à une analyse dénuée de tout jugement de valeur; elle reste attachée à la notion de l'autonomie de l'acteur individuel et elle continue à soustraire le concept de préférence à la discussion raisonnée du sens que peuvent avoir ces préférences. Par ailleurs, les sciences de la nature continuent à développer leurs connaissances selon le critère de vérité, sans se laisser troubler par des interrogations sur le sens de ce critère» (312). Mais finalement, qu'est-ce qui s'exprime dans une telle réalisation sans concessions – et qui n'est ni de gauche ni de droite – du projet des modernes ? Peut-être précisément, et de façon paradoxale, un *sens* englobant et allant de soi : l'accroissement à l'infini des créations de sens et des interprétations parmi lesquelles on peut choisir «librement» ! Serait-ce là la geste moderne que l'on célèbre, à laquelle on croit et que l'on vit, sans la remettre en question, comme il se doit ?

A ce propos, une autre question reste sans réponse : celle de savoir si ces notions de dégradation rapide et d'émergence d'images et de modèles du monde au sein de la société suffisent à rendre compte de l'évolution réelle. En d'autres termes, les crises ressenties de façon subjective correspondent-elles aux crises vues de l'extérieur, définies par exemple selon le vocabulaire ou les indices des statistiques économiques ? S'agit-il de schémas fallacieux qui ne révèlent rien des *zones de convection intérieures* des sociétés ? Y a-t-il en outre – question supplémentaire – d'éventuelles zones d'inertie et de résistance : un noyau structurel d'invariants anthropologiques, a-historiques, dans la sphère de la vie quotidienne (*Lebenswelt*) ? Dans sa contribution, Shmuel N. Eisenstadt fait référence aux taches blanches des discussions présentées (287 ss.) – en voilà bien une.

4. Dans son étude "*The Script of Life in Modern Society. Entry into Adulthood in a Changing World*", Marlis Buchmann se situe également dans un large courant international de thèmes et de théories. Elle nous présente une comparaison de cohortes d'étudiants blancs américains sortis de *high-schools*. Et cette comparaison illustre bien le programme de synthèse d'éléments de théorie structurelle et de théorie de l'acteur qui a les faveurs de l'auteur.

Cette synthèse s'appuie sur les concepts d'*habitus* et de *pratique* inspirés de Bourdieu. Dans le contexte des processus de rationalisation et de bureaucratisation traversant les sociétés modernes et qui ont débouché de façon typique sur une standardisation du cours de la vie (notamment par suite des interventions de l'Etat) et sur la dissociation de l'identité sociale et de l'identité personnelle de l'individu, Marlis Buchmann fait ressortir les modifications institutionnelles actuelles dans le domaine de l'éducation et du travail, dans la technologie de l'information et dans la famille. Ces modifications contribuent à une tendance à la «déstandardisation» des phases de la vie tant chez les jeunes que chez les adultes. Ces mutations institutionnelles déclenchent un accroissement structurel des processus d'individualisation qui modifient les schémas traditionnels des phases de la vie et prolongent notamment la transition vers l'âge adulte (concrétisée par l'achèvement de la scolarité, l'entrée dans le monde du travail, le mariage et la fondation d'une famille). Cette diversification conduit également à l'accroissement du champ des prises de décisions individuelles. Ainsi *se nivellent* de plus en plus les différences entre la vie quotidienne des adultes et celle des jeunes. La réceptivité aux médias et les comportements de consommation se rapprochent, les ménages d'une personne se multiplient dans toutes les tranches d'âge, etc. En bref : les types d'expériences jusqu'ici caractéristiques d'une tranche d'âge perdent graduellement de leur spécificité (188). Mais l'auteur n'interprète en aucune façon ces indicateurs comme le signe d'une «fin de la jeunesse» structurellement induite; elle constate au contraire la substitution d'une phase de vie plus longue et plus diversifiée au schéma traditionnel du passage brutal du statut de jeune à celui d'adulte. L'intégration à la vie d'adulte se fait de manière progressive et fortement individualisée.

La comparaison empirique de cohortes d'étudiants américains sortis de *high-schools* dans les années 60 et 80, présentée dans la seconde partie de l'ouvrage, confirme pour l'essentiel les constatations également faites pour la Suisse et pour la République fédérale d'Allemagne : les chiffres font ressortir un *allongement* typique (notamment pour les femmes) du temps passé dans le système éducatif; ils montrent que les différences propres au sexe en matière éducative ont tendance à disparaître, mais que quelques différences liées au niveau social perdurent. Les données indiquent également que l'on se marie plus tard, que l'on a moins d'enfants et que l'on envisage aussi d'en avoir moins. Les chiffres montrent que les femmes de tous les niveaux d'éducation participent à la vie active, même après le mariage, et que le travail à temps partiel augmente chez les femmes et chez les hommes de tous les niveaux d'éducation (par rapport à la première entrée dans la vie active). Malgré ces constatations statistiques évidentes, l'auteur plaide en

faveur d'études *qualitatives* plus détaillées, compte tenu de la multiplicité et de la complexité des mutations sociales. A son avis, de telles études sont en principe plus adéquates que les modèles structurels courants et les méthodes conventionnelles et standardisées de récolte de données lorsqu'il s'agit de reconstituer les rapports compliqués entre la déstandardisation des phases de la vie et les nouveaux schémas identitaires. C'est particulièrement le cas pour ce qui est de l'expérience subjective du temps et de sa gestion.

Que ce soit sur le plan théorique ou empirique, cette étude ne présente rien de vraiment neuf. Son approche se veut structurelle, mais aussi résolument individualiste. Elle met l'accent sur le passage à la vie adulte. De plus en plus tardive, l'entrée dans la vie active va cependant de pair avec une sortie plus précoce du monde du travail. L'accroissement de la marge de manoeuvre dont on bénéficie durant la phase centrale de la vie, joint au raccourcissement constant de la journée et de la semaine de travail, a pour contrepartie une augmentation du stress. La déstandardisation du cycle de vie s'accompagne de la compression de la phase centrale, où «tout» doit être accompli en un temps toujours plus court. On peut aussi concevoir l'individualisation comme le résultat de configurations institutionnelles qui n'ont pas pu résister à des pressions excessives. Dans cette perspective, la signification de l'individualisme serait à relativiser quelque peu. Quoi qu'il en soit, cette étude rapproche intelligemment le débat sur l'individualisation et la sociologie de la jeunesse.

5. Comme l'écrit Luhmann, l'observateur d'un observateur a la possibilité de voir ce que l'observé ne peut voir, à savoir la tache blanche. La tache blanche des sociologues suisses est-elle la Suisse, dont la situation à part, le statut exceptionnel, le particularisme, étudié avec parcimonie en Suisse même, a quand même été abordé par une douzaine d'ouvrages parus ces dernières années à l'étranger, notamment sous la plume d'hommes de science réputés (rappelons l'ouvrage de Karl W. Deutsch : *Die Schweiz als ein paradigmatischer Fall politischer Integration*, Berne 1976). C'est précisément ce que pourrait confirmer l'ouvrage de Jürg H. Sommer et François Höpflinger, *Wandel der Lebensformen und soziale Sicherheit in der Schweiz. Forschungsstand und Wissenslücken* (1989). Ce livre évoque selon les normes internationales les questions traitées sous ce titre dans divers pays. Mais il ne peut faire autorité comme étude sociologique globale de la société suisse et n'y prétend d'ailleurs pas. Dans sa première partie (6–74), l'ouvrage, qui constitue une étude préliminaire à un Programme National de Recherche du Fonds national suisse de la recherche scientifique, se penche sur la densité et la structure démographiques, sur les mutations structurelles des ménages et des familles, sur l'évolution du rôle joué par la femme et sur l'évolution

des conditions de travail. La deuxième partie (74–130) est consacrée à l'analyse de la sécurité sociale.

Des singularités apparaissent-elles ? Un particularisme ? Tel ne semble pas être le cas. Ainsi, s'agissant du chômage, les auteurs écrivent : «Compte tenu des difficultés sans aucun doute nombreuses qui subsistent en cas de chômage au niveau individuel, on peut penser qu'à l'avenir, les mesures préventives revêtiront une importance croissante» (73). Dans tous les ouvrages sur le chômage parus dans les pays voisins, comme d'ailleurs à propos de tous les problèmes qui surgissent, cette affirmation est répétée comme une incantation. Pour la Suisse, d'autres questions semblent plus préoccupantes. La disparition de 330.000 emplois enregistrée entre 1973 et 1977 ne s'est traduite qu'à concurrence d'environ 1/12 par une augmentation du chômage officiellement recensé (51 ss.). Pourquoi ? Parce que le nombre des étrangers salariés a régressé de 27%. Mais cela n'explique pas pour autant pourquoi 60.000 Suisses des deux sexes ne se sont pas fait inscrire au chômage, même si l'on tient compte du petit nombre de ceux qui n'avaient droit à aucune prestation d'assurance. N'est-ce pas singulier ? Durant les périodes d'effondrement de l'emploi en 1982, lorsqu'on a vu disparaître 65.000 emplois, 20.000 salariés ont quitté la vie active sans que cela ne se traduise par un chômage manifeste, autrement dit officiellement recensé. En comparaison internationale, le miracle de l'emploi renferme un *second petit miracle*, puisqu'à en croire une analyse empirique, moins d'un quart des personnes ayant déclaré être au chômage à l'occasion d'enquêtes se sont fait recenser auprès des bureaux de l'emploi. Peut-être ce phénomène rend-t-il également compte de la proposition ayant trait à des mesures d'éducation préventive et de perfectionnement professionnel.

D'un autre côté, la statistique qui ne peut que suivre les événements, recense de façon très *lacunaire* le nombre sans doute également élevé de personnes entrant dans la vie professionnelle dans les très petites entreprises, dans les entreprises d'une personne, autrement dit le nombre d'emplois créé. Le calcul intégral des profits et pertes dans le monde du travail ne devrait pas seulement tenir compte des suppressions et des créations d'emplois, mais aussi du cumul, de plus en plus fréquent, de différents rôles professionnels par une seule et même personne (emploi salarié à titre principal et emploi indépendant à titre secondaire). A l'échelle internationale, la proportion de femmes suisses qui travaillent occupe une place intermédiaire par rapport aux taux beaucoup plus élevés des pays scandinaves et aux taux nettement inférieurs des autres pays européens (42). Mais, par rapport au taux de population active, très élevé à l'échelle européenne, elle est étonnamment faible. Pourquoi ? Les femmes suisses auraient-elles donc une

conception de la vie active et du travail ménager qui s'écarterait fortement des tendances dominantes et des aspirations à l'égalité que l'on observe en Europe ? Ou bien l'accès à l'exercice d'une profession rémunérée serait-il plus difficile qu'ailleurs ? Tout le chapitre consacré à l'évolution du rôle de la femme est abordé sous l'angle du principe de l'égalité, cadre cependant lui-même discutable.

La seconde partie du volume (74–139) est consacrée à l'aménagement et à l'efficacité du système de sécurité sociale en Suisse. Il n'existe (malheureusement) pas de rapport systématique entre la première et la deuxième partie. Apparemment, les lacunes de connaissance énumérées en postface à la première partie constituent aussi des déficits de recherche (69 ss.) en ce qui concerne l'agencement effectif et efficace d'un filet de sécurité sociale. Vue de l'extérieur, la question posée dans la seconde partie (99) ainsi que dans l'introduction (5) – «la Suisse peut-elle se payer le luxe de dépenser plus de 20% du produit intérieur brut pour son Etat social ?» – est rhétorique, voire *blasphématoire*, face au taux de prestations sociales de l'Allemagne fédérale (plus de 30%). Cette phrase et tout le paragraphe qui suit se retrouvent d'ailleurs mot pour mot dans l'étude sur l'Etat social de René L. Frey et Robert Leu (19). Dans la mesure où cette phrase – surtout si l'on examine à la loupe l'Etat social – conduit involontairement à une différence majeure entre la Suisse et les Etats sociaux européens, on ne peut pas la verser au dossier comme confirmation sociologique de la théorie des champs morphogénétiques. En effet, ce qui est déterminant, c'est que «les assurances sociales privées», qui sont principalement des assurances-maladie privées, ne sont pas incluses dans ces 20%.

Si on les y ajoute et si l'on examine l'ensemble du système de sécurité sociale, ce pourcentage augmente alors considérablement. Il n'en reste pas moins que 99% de la population suisse sont assurés à titre privé, c'est-à-dire à titre volontaire (avec un système d'exceptions complexe). L'organisation des caisses-maladie sur une base locale, système unique au monde et qui pourrait d'ailleurs être étendu à maints égards, est une autre spécificité qui n'est pas abordée non plus. Les caisses de retraite privées traduisent aussi un autre rôle du secteur privé. Avec beaucoup d'à propos, un dernier chapitre détaillé est consacré aux rapports entre l'aide sociale publique et l'aide sociale privée en Suisse (115–138); les auteurs y soulignent à juste titre l'importance des oeuvres sociales et de l'auto-assistance (121 ss.). En revanche, pas un mot n'est consacré à la question de savoir dans quelle mesure l'extension du filet institutionnel porte préjudice à la viabilité du réseau privé. Dans son livre sur la Suisse, Karl W. Deutsch écrivait : «C'est donc le tissu social qui supporte les institutions et détermine leur

efficacité» (14). Avec sa robuste philosophie (ou devrait-on dire idéologie) des systèmes de milice, la Suisse a toutes les raisons de suivre de près l'état et la viabilité de ce secteur et de susciter des innovations sociales, notamment par le biais de Programmes Nationaux de Recherche.

6. Comme l'écrivent René L. Frey et Robert E. Leu, dans leur étude *Der Sozialstaat unter der Lupe*, la Suisse accuse actuellement un «retard de vingt ans sur les autres pays de l'OCDE : s'agissant de la part de son secteur social, celle-ci en était vers 1980 à peu près là où les autres se trouvaient en 1960» (19). Cette formulation prête à malentendu, ou est à tout le moins ambiguë. Car les retards sont là pour être *rattrapés* ! Quant à savoir si la Suisse devrait le faire, c'est justement à la science d'y répondre, selon ce que révèlent les indicateurs des prestations de sécurité sociale dans des pays comparables. Le maillage particulier du filet de sécurité sociale (réalisé avec un «noeud suisse») empêche-t-il de tomber entre les mailles ? Les recherches sur la pauvreté menées avec une grande intensité en Suisse ces dernières années fournissent des données et tentent d'y apporter une réponse.

Le volumineux travail empirique et statistique de Brigitte I. Buhmann, *Wohlstand und Armut in der Schweiz*, aboutit à la conclusion que, comparée aux autres pays, la Suisse est, avec la Suède, celui qui possède le plus faible taux de pauvreté des pays industrialisés occidentaux (221). Fréquemment avancée, la thèse d'une «nouvelle pauvreté» ne trouve aucune confirmation dans les indications représentatives du revenu et de la fortune pour les années 1978, 1980 et 1982 (221).

Un sondage par échantillons représentatifs réalisé pour l'ensemble de la Suisse à l'aide de statistiques fiscales auprès d'environ 6.000 citoyens suisses et 1.000 étrangers pour l'année 1982 révèle que la pauvreté, loin de toucher majoritairement les familles nombreuses, concerne plutôt les célibataires; contrairement à un préjugé largement répandu, elle frappe d'ailleurs aussi bien les personnes âgées que les jeunes, et les femmes que les hommes (215 ss.). L'homme de la rue croit savoir ce qu'est la pauvreté. Pour l'homme de science, même s'il s'efforce de se rapprocher de l'opinion de l'homme de la rue, la pauvreté est une élaboration théorique. L'analyse empirique requiert des définitions opérationnelles, des décisions méthodiques, qui prédéterminent largement le produit. Ce que les données officielles sont en mesure de révéler, on ne le sait qu'après avoir examiné avec soin comment elles ont été relevées et ce à quoi elles ont trait. Un des mérites de cet ouvrage est de ne pas escamoter ces questions, mais de les aborder en profondeur et avec franchise. Faut-il lui tenir rigueur du fait que la pauvreté ne se définit pas seulement de manière normative, mais aussi de façon pragmatique et pratique ? D'un point de vue scientifique, on s'intéresse non

seulement à la question de savoir quels individus doivent être considérés comme pauvres, mais aussi à celle de savoir quels individus sont typiquement considérés comme tels. Cette question cruciale n'est pas abordée dans cet ouvrage, qui donne la préférence à une approche socio-économique. Dans la mesure où les construits scientifiques et leurs définitions opérationnelles sont à leur tour des élaborations de ces constructions dont l'individu a besoin dans sa vie quotidienne, il faut en dernière analyse que la question de ce qui existe soit complétée par la question de ce qui doit exister ! En Suisse comme ailleurs, on sait beaucoup plus de choses sur les vaches et les poulets que sur les pauvres. Mais cela n'est pas étonnant, car les pauvres sont beaucoup plus difficiles à dénombrer que les vaches et les poulets, ne serait-ce que parce que les pauvres n'aiment pas particulièrement qu'on les dénombre ! C'est ce que démontre avec force le présent ouvrage, même s'il n'aborde pas les dimensions psycho-sociales profondes de la pauvreté.

7. La pauvreté a un côté honteux. L'étudier n'est donc pas facile, car personne ne dévoile volontiers cet aspect des choses. Cette observation vaut pour certains pans de l'économie informelle, comme aussi pour la criminalité, pour les travaux effectués illégalement, autrement dit pour le travail au noir. Elle ne s'applique cependant pas à ce qui représente quantitativement la plus grande part de l'économie informelle : la production à domicile. Dans l'introduction de son ouvrage paru en 1988, *Unsichtbar – unschätzbar. Haus- und Familienarbeit am Beispiel der Schweiz*, Ruth Hungerbühler fait remarquer, de façon très proche de Brigitte Buhmann (cf. ci-dessus) et sur un ton critique, que : «Il existe par exemple, dans le catalogue des termes de référence de l'université de Bâle, plus d'entrées sur le thème «volailles domestiques» que sur le thème «travail domestique» (3). Cela tient au fait que ces activités ne sont pas, par nature, orientées vers des valeurs calculables, contrairement à celles des professions salariées. Dans cette mesure, comme l'écrit l'auteur, le travail domestique et familial n'est absolument pas, dans l'esprit de la population, «marginal, voire invisible» (3), mais d'une «banalité» évidente, sans donner un sens péjoratif à cette notion, à ceci près qu'il n'est pas recensé statistiquement. C'est justement parce que, pour la majorité de la population, il est «présent quotidiennement durant une vie entière» (4) que son objectivation est loin d'être aisée, ce que l'auteur examine d'ailleurs de plus près (145 ss.). Cette étude poursuit un objectif théorique, qui vise à définir sociologiquement le travail domestique et familial (11), à en préciser le contenu sous l'angle de son importance pour la société, de sa détermination sociale et de son caractère «privé».

L'ouvrage, parfois très détaillé, qui brasse toute la littérature disponible en la matière, atteint l'objectif qu'il s'était fixé. Il débouche sur le voeu que

le travail domestique et familial forme un objet allant de soi d'analyses sociologiques (244) et que s'instaure une société où irait tout autant de soi que le travail domestique et familial relève du mode de vie des femmes et des hommes (244). Par-delà ce voeu pieux, on aurait aimé trouver une justification quelque peu plus concrète de ce point de vue. Par exemple, pour ce qui est des rapports entre le savoir allant de soi de la vie quotidienne et la connaissance sociologique. Ou pour ce qui est des conséquences possibles d'une généralisation de l'approche scientifique. Mais surtout, on regrettera l'absence d'une analyse des préalables et des conséquences de la pensée égalitaire et de la revendication d'égalité qui fait partie intégrante du projet de la modernité (jusqu'à l'égalité en droit consacrée par la constitution). En effet, la «disponibilité de la (...) ménagère pour le travail domestique et l'éducation des enfants (fait partie) des caractéristiques du travail domestique et familial moderne» (252, note 28), ainsi que le souligne l'auteur. Qu'est-ce que la ménagère y gagne et y perd par rapport à l'activité salariée ? N'est-ce pas là aussi une question spécifique à la condition féminine ?

La «politique de l'inégalité» traditionnelle devient caduque, tout au moins sous sa forme dogmatique, quand on prend en considération l'abolition des rôles traditionnels, idée qui fait son chemin à la suite des progrès réalisés dans les technologies de la reproduction, en matière de procréation, de port et de naissance des enfants. En ce sens, il aurait été utile d'approfondir cette discussion très souvent menée à l'échelle internationale (Illich est cité dans la bibliographie, pour son livre provocant «Genus», mais sans être discuté).

8. La généralisation de l'ordinateur personnel dans le domaine de la bureautique rend désormais possible de créer des postes de travail à domicile qui soient flexibles. Le télé-travail ne permettrait pas seulement d'atténuer quelque peu la distance géographique entre le lieu de travail et l'habitat, exigeant des trajets économiquement onéreux et écologiquement polluants; il instaurerait aussi pour les femmes une forme de travail où l'exercice d'une profession rémunérée pourrait être concilié de manière souple avec le travail domestique et familial. Ces possibilités sont évoquées dans l'étude de Carlo Jäger, Lisbeth Bieri et Gregor Dürrenberger, *Telearbeit – von der Fiktion zur Innovation* (1987). Au début du siècle, il existait déjà plus de 100.000 postes de travail à domicile dans l'industrie textile suisse. Comme chacun sait, ce nombre a considérablement diminué. Le télé-travail n'a pas encore entraîné une augmentation notable des postes de travail à domicile : «Quelle que soit la façon dont on cherche à définir empiriquement les cas de télé-travail, il n'y a assurément pas de définition permettant de recenser adé-

quatement, en 1985, un nombre de salariés de un pour mille et plus» (29). Rien ne justifie donc à cet égard des attentes élevées.

En règle générale, les nouvelles possibilités offertes par la technique sont utilisées différemment : par exemple pour décentraliser certains départements sous forme de bureaux satellites ou pour créer des réseaux de filiales. Les auteurs supposent non sans raison que, là aussi, les innovations techniques sont imposées d'autorité sans qu'ait été au préalable mis en place le terreau organisationnel ou culturel ! L'inertie et la capacité de résistance du contexte social freinent alors les technologies introduites de manière brutale. Les innovations sociales peuvent préparer le terrain aux innovations techniques ou bien les bloquer. Ceci conduit les auteurs à la question cruciale : l'accueil favorable du télé-travail et la réalisation d'un réseau important de télé-travail ne sont-ils pas limités par l'identité professionnelle, par l'éthique professionnelle dans sa forme actuelle (9) ?

Dans une première partie, les auteurs examinent les arguments en faveur du télé-travail et les expériences faites dans des entreprises-pilotes. Dans la seconde partie (63 ss.), la question cruciale évoquée plus haut est abordée concrètement dans une optique de sociologie du travail. On y recourt aux dimensions de «territorialité professionnelle» ou de «structures de contact professionnelles», d'«éthique du travail» et d'«éthique professionnelle»; on fait en particulier usage de la distinction entre éthique professionnelle et éthique du travail. Tandis que l'éthique du travail, en Suisse comme ailleurs, se «dégrade» si l'on en croit les données disponibles (79), l'éthique professionnelle (que l'on ferait peut-être mieux d'appeler l'«honneur professionnel» !) se maintient (84). Elle gagne peut-être même en importance en raison même de la dégradation de l'éthique du travail (84).

L'approche théorique est ici très large, faisant aussi appel à des analyses anthropologiques. Selon les auteurs, l'éthique professionnelle trouve un double fondement : dans le réseau des contacts professionnels d'une part, dans l'organisation territoriale de ces contacts d'autre part (63 ss.). La tendance à réunir le lieu de travail et l'habitat offre l'avantage bien connu de permettre une organisation souple des rôles professionnels. Elle contribue donc à saper l'éthique professionnelle dont l'importance augmente précisément avec l'arrivée des technologies nouvelles, ainsi que le prouvent d'autres études (86). La propagation du télé-travail isolé est contrecarrée à présent par le phénomène de la désurbanisation (88 ss.). La décentralisation géographique des postes de travail offre plutôt des substituts «réalistes» au télé-travail isolé. Est abordée en premier lieu la création de postes de travail en alternance, pour lesquels seules certaines parties du travail sont affectées au télé-travail. Les auteurs accordent une grande importance au déménagement

de départements entiers vers des bureaux-satellites, des bureaux de quartiers, des *Computer Ressource Centers*, dont l'installation, par exemple à la campagne, pourrait même encourager une implication plus nette de la part des programmeurs (150). En raison de sa tradition fédéraliste et de sa structure décentralisée, la Suisse présente des avantages tout à fait remarquables pour le développement de telles innovations.

L'ouvrage, riche en trouvailles théoriques et convaincant dans ses conclusions, mériterait d'être diffusé au-delà des frontières. Il se limite à l'étude des possibilités d'innovation offertes par le télé-travail rémunéré mais la technicité élevée des ménages permet de plus en plus d'y pratiquer des activités économiques informelles et sans caractère de travail salarié. Il est vrai que cette technicité permet aussi aux ménages de réintégrer des travaux ménagers ou des activités de consommation et d'agencer différemment le temps libre à leur disposition. Les technologies de l'information renforcent les tendances à une «société du 24 heures sur 24», aux structures temporelles fondamentalement différentes. Il n'était pas absolument nécessaire d'en tenir compte, parallèlement aux aspects sociaux et géographiques (65–107), mais cela se serait fort bien intégré à l'argumentation.

9. Nul n'ignore que l'économie informelle sous forme d'économie ménagère et d'auto-assistance communautaire constitue un phénomène primaire irremplaçable dont l'existence même permet et alimente les systèmes secondaires tels que les activités commerciales. De nombreux futurologues prévoient par ailleurs une croissance du secteur de la subsistance et de l'économie ménagère ou, tout au moins, une interpénétration inédite (baptisée «économie duale») entre l'économie informelle et l'économie commerciale. Dans un délicieux reportage de fiction situé en l'an 2000, Willy Bierter, Susanne Hagemann, René Levy, Ivars Udris et Emil Walter-Busch brossent une «rétrospective» de l'économie et du monde du travail en Suisse, sous le titre *Erwerbsarbeit im gesellschaftlichen Umfeld: Autonome Organisationsformen als Modell der Zukunft* (1988, 125–135). De fait, il y est aussi question du sort du travail à son compte qui est surtout devenu réalité dans des réseaux régionaux, dans des *fori di comunità*. Dans le discours inaugural d'un congrès fictif, prononcé par la présidente de la Conférence des directrices et directeurs de l'économie politique cantonale, on fait l'éloge des activités «au niveau de la base», depuis les «conseils de quartier, en passant par les foyers de femmes et les cafés du bien-être, jusqu'aux formes les plus diverses d'aides entre voisins, d'actions d'auto-assistance et bien d'autres choses encore» (14). La propagation de nouvelles formes d'autonomie et d'auto-organisation semble revêtir pour l'oratrice «une importance extraordi-

naire» (15). On découvre cependant aussi de nouvelles lignes de fracture : entre jeunes et vieux, entre célibataires et familles, entre pauvres et riches, entre la minorité toujours plus réduite des gens politiquement actifs et l'abstention politique de la grande masse (17). Ne s'agit-il pas ici aussi, en partie, de nouvelles formes, moins souhaitables, d'auto-assistance ? La mentalité du «tout faire soi-même» a des aspects positifs et des aspects *agressifs*. Il est prévisible, la réalité d'aujourd'hui le montre déjà en partie, que l'auto-assistance se heurtera à l'auto-assistance : on verra par exemple des milices de citoyens se dresser contre le crime organisé ou contre des manifestations.

Mais la réponse à la question que pose le titre du livre, *Keine Zukunft für lebendige Arbeit?* – Pas d'avenir pour le travail vivant ? – occupe la plus grande part de l'ouvrage. Les gains de rationalisation et de souplesse n'ayant pas atteint les niveaux espérés, les innovations technologiques (par exemple la FIO) ayant rendu le capital immatériel et son entretien plus nécessaires que jamais, la grande complexité des technologies et des moyens de production modernes ainsi que leur imbrication en systèmes exigeant une formation et un perfectionnement continus, le travail vivant ne fait pas que survivre : il a un bel avenir devant lui. C'est aussi ce qu'indiquent les conceptions de l'amélioration du travail évoquées : pluralistes, non dogmatiques, ouvertes aux expériences, tout à fait d'actualité (11).

Cet ouvrage d'un rare intérêt, au surplus extrêmement agréable à lire, traite également des modifications du temps de travail et de leurs répercussions sur les loisirs. Il repense en outre, avec les changements dans l'ordre des valeurs, la problématique de la recherche du sens dans nos sociétés modernes. Il a été réalisé dans le cadre du Programme national de recherche No 15[2]. Illustré de manière originale, le livre est une tentative réussie de vulgariser les théories sociologiques sans les simplifier outre mesure. L'astuce consistant à imaginer à partir de l'an 2008 une rétrospective des vingt dernières années donne un résultat identique à celui qu'aurait fourni une prospective sur les vingt prochaines années, si bien que le caractère de scénario de la projection, sans cesse souligné, ne prête à malentendu qu'à première vue.

10. Dans son étude critique de la culture déjà citée (15), Paul Nizon note que le stock de base des musées publics suisses se compose de trésors d'églises et d'arsenaux, dont les oeuvres les plus prestigieuses ont toujours comporté des pièces dérobées à l'étranger. L'un des auteurs de l'ouvrage collectif

2 Fonds national suisse de la recherche scientifique. Monde du travail : humanisation et développement technologique.

abordé plus haut, EmilWalter-Busch, se consacre, dans son étude récemment parue, *Das Auge der Firma*, à un glorieux trophée, présent dans toutes les introductions à la sociologie de l'entreprise, de l'organisation, de l'industrie ou du travail : l'approche des «relations humaines» dans les ateliers de la *Western Electric Company* à Hawthorne. Par la suite, ce monument des sciences sociales n'est pas seulement devenu emblématique de l'importance qu'ont prise les analyses sociologiques dans les entreprises. Il a également valu à la *Harvard Business School* ce capital de confiance scientifique «sans lequel elle n'aurait sans doute jamais pu acquérir l'exceptionnel prestige national et international qui a été le sien de 1930 jusqu'à environ 1960» (43).

L'auteur se livre à une reconstruction socio-historique de cette approche dans une perspective d'histoire et de théorie de la science. Il ne néglige pas pour autant l'objet de l'analyse; bien au contraire, on découvre, avec un rare luxe de détails, l'arrière-plan et les interactions complexes qui ont débouché sur la constitution d'un «fait sociologique». Dense et scrupuleusement fidèle dans les détails, cette reconstruction met à jour des aspects de l'expérience d'Hawthorne oubliés et négligés dans la littérature. Par exemple, les méthodes qualitatives de recherche sur l'organisation (189 ss.), les modèles d'auto-direction et d'auto-organisation (193 ss.), mais aussi, et surtout, les réflexions constructivistes (191 ss.). Cela est d'autant plus utile que ce sont des aspects qui prennent rapidement une importance croissante de nos jours; moins peut-être en sociologie que dans les théories de l'organisation, du management et de la direction.

Mais en fin de compte, peut-être le système interprétatif de l'auteur est-il aussi l'illustration d'une théorie ambitieuse du progrès des connaissances dans les sciences sociales. La devise sous laquelle il est placé est la suivante : «De nombreux sociologues veulent ... seulement modifier le développement de leur science; or, ce qu'il faut, c'est le comprendre» (188). Pour l'auteur, cette compréhension ne surgira que d'une démarche «transdisciplinaire» et «multi-perspectiviste» (200 ss.). Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra appréhender adéquatement le développement non cumulatif des connaissances sociologiques (5), avec ses «schémas de pensée et d'action historiquement contingents, évoluant dans le long terme» (202).

L'auteur aspire manifestement à établir une sorte de parallèle socio-historique avec des méthodes à orientation phénoménologique et ethno-méthodologique procédant en quelque sorte par triangulation et offrant une densité d'analyse semblable au niveau micro-social. L'approche socio-historique ne peut assurément que négliger la possibilité d'engendrer des descriptions actuelles et de les intégrer à l'interprétation. Mais l'auteur souligne que «la lutte contre les ensorcellements de notre raison ne doit pas

être menée seulement (...) contre l'ignorance et les préjugés du profane, mais doit aussi être dirigée en sens inverse, contre les sciences sociales elles-mêmes» (203). Il refuse donc d'accorder un statut particulier aux points de vue théoriques et aux descriptions scientifiques. Dès lors, la nécessité de descriptions scientifiques «maison» se fait d'autant moins sentir. Certes, les résultats de l'étude donnent à réfléchir sur le pouvoir discursif d'une sociologie qui fonde ses interprétations souvent forcées sur l'observation d'êtres humains qui vivent, travaillent, questionnent... C'est par exemple le cas des ouvrières de la «salle d'essais de montage» instituée pour les expériences de Hawthorne (226, note 8), sur laquelle se portait l'«oeil de la firme» à l'occasion d'interviews périodiques, sous les traits de Miss Rousseau (V) particulièrement vénérée par l'auteur.

11. L'importance de la perspective historique pour la pratique de la sociologie est généralement perçue et acceptée dans notre pays par nos collègues informés d'histoire. Mais certains sociologues ne connaissent pas même l'existence de la géographie sociale en tant que discipline autonome; a fortiori, ils n'estiment pas utile de jeter occasionnellement un coup d'oeil de l'autre côté de la barrière disciplinaire pour observer ce qui se passe à deux pas. Comme Benno Werlen le montre dans un travail de grande portée, *Gesellschaft, Handlung und Raum* (1988), les raisons de cet état de choses sont à chercher sur le plan de la théorie générale. L'ignorance semble être réciproque. Non seulement les sociologues ne s'intéressent guère à la géographie sociale, mais il semble que, par tradition, les spécialistes de cette discipline ne se soucient absolument pas, eux non plus, de l'élaboration théorique en sociologie. Pour sa part, Werlen entend mettre fin à cet état de choses stérile, tout au moins en ce qui concerne sa discipline, en prônant avec force une conception radicalement nouvelle de la géographie sociale comme science sociale fondée sur la théorie de l'action.

Werlen veut fonder solidement la nouvelle géographie sociale sur deux piliers de théorie fondamentale : le rationalisme critique de Karl Popper d'une part, la phénoménologie sociale d'Alfred Schütz d'autre part (chapitre 2). Ces deux positions, que Werlen reconstitue avec tant de précision et de clarté que sa présentation ferait honneur à plus d'un manuel de sociologie, ne sont selon lui en aucune façon contradictoires; au contraire, elles se complètent en constituant une «perspective objective» et une «perspective subjective».

Sur cette base, Werlen met en lumière la portée des modèles d'action qu'il nomme «rationnel objectif» (Pareto, Weber, Gäfgen), «à orientation normative» (Parsons) et «à orientation compréhensive» (Schütz) (chapitre 3). La discussion critique de notions spatiales d'usage courant en géographie

sociale conduit à suggérer de les remplacer par des concepts issus de la théorie de l'action. A cet égard, Sorokin et surtout Parsons sont jugés représentatifs de l'approche critique-rationnelle tandis que Schütz représente l'approche phénoménologique.

Werlen, en revanche, juge que la notion spatiale n'est pas dérivée avec suffisamment de cohérence de la théorie de l'action chez Simmel, Durkheim et Halbwachs; pas plus d'ailleurs chez Pareto, Weber et Gäfgen (chapitre 4). Il met alors en regard la discussion des conceptions pertinentes de l'espace qu'on trouve dans la théorie sociologique avec la problématique du «monde social» dans la géographie sociale d'expression allemande. Ce faisant, il constate (chapitre 5), l'absence totale d'orientation vers la théorie de l'action dans ce qu'il appelle la «pré-phase fonctionnelle», son apparition timide chez les «classiques» de sa discipline, un retour en arrière très net dans la «conception de Munich» (230), une interprétation erronée du programme de Popper dans l'«approche spatio-scientifique» de Bartels et une présence insuffisante de la théorie de l'action dans les programmes plus récents s'appuyant sur Weber et Parsons (Eugen Wirth) ainsi que sur le constructivisme d'Erlangen (Peter Sedlacek). Dans sa tentative de synthèse de ces aspects d'une géographie sociale inspirée de la théorie de l'action (259 ss.), Werlen souligne à nouveau l'importance et la complémentarité réciproque des positions de Popper et de Schütz. Sa conclusion (en allemand, français et en anglais) comporte un dernier résumé en huit points des lignes principales de son argumentation. Des recherches empiriques sont aussi proposées pour l'avenir.

On a ici, dans l'ensemble, un ouvrage qui mérite certainement d'être étudié. Et il mérite d'être étudié par les sociologues également. Il s'agit tout d'abord d'un débat de fond, d'une actualité évidente, dans une discipline voisine dont l'importance est grande pour nous en raison des problèmes qu'elle soulève. On a aussi affaire à une littérature secondaire tout à fait pertinente, relative à des notions théoriques essentielles pour la sociologie. Peut-être peut-on regretter que Werlen – sans doute dans l'optique de la «théorie de l'agir communicationnel» de Habermas – considère le modèle d'action de Schütz comme «orienté vers la compréhension». Par ailleurs, peut-être le problème de la mise en perspective «objective» et «subjective» ne peut-il pas se résoudre aussi aisément par une catégorisation nette entre Popper et Schütz. Mais cela tient sans aucun doute à ce que l'ouvrage de Werlen recherche le dialogue entre deux disciplines. Il est en tout cas dans l'intérêt de la sociologie de suivre avec une attention accrue les futurs travaux empiriques d'une géographie sociale accordant davantage d'importance au paradigme de l'action.

12. L'interdisciplinarité est une étape importante pour toute science en cours de consolidation. L'internationalisation est également nécessaire, face à la mondialisation géographique et temporelle. Ce qui meut et émeut le monde occupe le devant de la scène. Le flux international de thèmes et de théories, et la communauté mondiale des scientifiques qui en résulte, sont eux-mêmes des facteurs qu'il convient de ne pas sous-estimer pour la constitution d'un «monde qui soit un» (*One World*). La question d'une sociologie identifiable d'après des critères nationaux ne contredit-elle pas le caractère universel de la science ? Mais la sociologie est-elle comparable aux mathématiques ? Ce qui meut le monde est-il ce qui émeut le monde ? Est-ce que s'insérer dans le discours sociologique international ne signifie pas naviguer dans le sillage des cultures scientifiques dominantes ? La Suisse pratique et célèbre quotidiennement la fuite dans le particularisme. Dans un article ironique, le philosophe zurichois Georg Kohler va même jusqu'à prétendre que le post-moderne est l'«helvétisation générale» de la culture mondiale (73) ! C'est une attitude qui contraste singulièrement avec celle de la sociologie suisse qui *fuit devant cette fuite*. Cette façon têtue et anxieuse d'arpenter sa «maison suisse» surplombée par l'édifice de l'Europe est devenu un thème quotidien. Il reste pourtant marginal sur le plan sociologique. Dans leur approche subtile de la question, mentionnée au début – y a-t-il ou non une sociologie suisse ? – Levy, Hutmacher et Weber n'hésitent pas à avancer la thèse que «la Suisse (politique), en vertu de sa constitution sociale et de l'idée qu'elle se fait d'elle-même, n'a au fond pas besoin de la sociologie, tout au plus pourrait-elle s'en payer le luxe» (3). Si cela est vrai, la sociologie peut aussi se permettre de *regarder par la fenêtre*. En tournant davantage son regard vers l'intérieur, la sociologie ne parviendrait vraisemblablement pas pour autant à se rendre indispensable d'un point de vue «national», malgré la fonction de «gestion du progrès» que l'on s'accorde à invoquer. Mais au moins se renforcerait-elle d'un point de vue de politique scientifique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BIERTER Willy, HAGEMANN Susanne, LEVY René, UDRIS Ivars, WALTER-BUSCH Emil (1988), *Keine Zukunft für lebendige Arbeit ? Ein Szenario* (Pas d'avenir pour le travail vivant ? Un scénario.), Poeschel Verlag, Stuttgart, 172 p., cartonné 36 FS.

BORNSCHIER Volker (1988), *Westliche Gesellschaft im Wandel* (La société occidentale en mutation). Campus Verlag, Francfort-sur-le-Main/New York, 444 p., cartonné 48 DM.

BORNSCHIER Volker, EISNER Manuel, IMHOF Kurt, ROMANO Gaetano, SUTER Christian, Eds. (1990), *Diskontinuität des sozialen Wandels. Entwicklung als Abfolge von Gesellschaftsmodellen und kulturellen Deutungsmustern* (La discontinuité des mutations sociales. Le développement comme corollaire des modèles de sociétés et de schémas d'interprétation culturelle). Campus Verlag, Francfort-sur-le-Main/New York, 328 p., cartonné 58 DM.

BUCHMANN Marlis (1989), *The Script of Life in Modern Society. Entry into Adulthood in a Changing World* (Le script de la vie dans la société moderne. L'entrée dans l'univers adulte dans un monde en mutation). University of Chicago Press, Chicago/Londres, 240 p., relié 38, 50 FS.

BUHMANN Brigitte I. (1988), *Wohlstand und Armut in der Schweiz* (Prospérité et pauvreté en Suisse). Rüegger Verlag, Grüsch, 328 p., cartonné 48 FS.

DEUTSCH Karl W. (1976), *Die Schweiz als ein paradigmatischer Fall politischer Integration* (La Suisse, cas paradigmatique d'intégration politique). Haupt Verlag, Berne, 64 p., cartonné 11, 80 FS.

FREY René L., LEU Robert (1988), *Der Sozialstaat unter der Lupe. Wohlstandsverteilung und Wohlstandsumverteilung in der Schweiz* (L'Etat social vu à la loupe. Répartition et redistribution de la prospérité en Suisse). Helbing & Lichtenbahn Verlag, Bâle/Francfort-sur-le-Main, 350 p., cartonné 49 FS.

HUNGERBÜHLER Ruth (1988), *Unsichtbar – unschätzbar. Haus- und Familienarbeit am Beispiel der Schweiz* (Invisible – inestimable : le travail domestique et familial. L'exemple de la Suisse). Rüegger Verlag, Grüsch, 320 p., cartonné 38 FS.

JAEGER Carlo, BIERI Lisbeth, DÜRRENBERGER Gregor (1987), *Telearbeit – von der Fiktion zur Innovation* (Le télé-travail – de la fiction à l'innovation). Verlag der Fachvereine, Zurich, 185 p., cartonné 34 FS.

KOHLER Georg (1990), *Warum nicht Apartheid. Wie sich das 19. im 21. Jahrhundert wiederholen sollte* (Pourquoi pas l'apartheid. Comment le XIXème siècle devrait se répéter au XXIème siècle). In SLOTERDIJK Peter, Ed., *Vor der Jahrtausendwende* (A l'aube du nouveau millénaire). *Berichte zur Lage der Zukunft* (Rapports sur les tendances d'avenir). Suhrkamp Verlag, Francfort-sur-le-Main, p. 65–94.*

LEVY René, HUTMACHER Walo, WEBER Karl (1988), *Gibt es (k)eine Schweizer Soziologie ?* (Y a-t-il ou non une sociologie suisse ?). Exposé sur le thème «Cultures régionales – sociologie universelle ?» lors du congrès commun des sociétés allemande, autrichienne et suisse de sociologie, Zurich, 4 au 7 octobre.*

NIZON Paul (1970), *Diskurs in der Enge. Aufsätze zur Schweizer Kunst* (Le discours dans l'étroitesse. Exposés sur l'art suisse). Kandelaber Verlag, Berne, 123 p., cartonné 12 FS.*

SOMMER Jürg H., HÖPFLINGER François (1989), *Wandel der Lebensformen und soziale Sicherheit in der Schweiz* (Evolution des formes de vie et sécurité sociale en Suisse). Rüegger Verlag, Grüsch, 152 p., cartonné 38 FS.

WALTER-BUSCH Emil (1989), *Das Auge der Firma. Mayos Hawthorne-Experimente und die Harvard Business School 1900–1960* (L'Oeil de l'entreprise. Les expériences de Mayo à Hawthorne et la Harvard Business School de 1900 à 1960). Enke Verlag, Stuttgart, 239 p., cartonné 68 DM.

WERLEN Benno (1988), *Gesellschaft, Handlung und Raum* (Société, action et espace). Franz Steiner Verlag (2e édit.), Stuttgart, 314 p., cartonné 56 DM.

Adresse de l'auteur :
Prof. Peter Gross
Soziologisches Seminar, Hochschule St. Gallen
Tigerbergstrasse 2, CH–9000 St. Gallen

* Ouvrages seulement cités dans le contexte de cet essai critique.